



Une audience de fin d'année avec le DRFiP 31. Compte rendu et infos...

Suite au boycott intersyndical du Comité Social d'Administration du 01/12/2023 (cf <https://sections.solidairesfinancespubliques.info/310/404-2-liminaires-csal-boycotte-1122023.html>), *Solidaires Finances Publiques 31* a demandé une audience au DRFiP 31, accordée le 20/12/2023. L'objectif était de revenir sur les points à l'ordre du jour du dernier CSAL où nous avons des « messages à faire passer » mais aussi d'évoquer des points d'actualités. Notre délégation était composée de 4 camarades et nous avons été reçus 1h30 par le Directeur Régional et le Directeur du Pôle transverse. Plusieurs sujets ont ainsi pu être abordés :

Emplois 2024 à la DRFiP 31 :

Le DRFiP 31 confirme les chiffres du PLF (Projet de Loi de Finances), à savoir, pour notre département, un solde de 19 suppressions d'emplois tous grades confondus. Nous avons pointé l'opération de financement du CAS (Centre Amendes Service) à hauteur de 10 emplois, qui ramène le solde final et réel du 31 à **- 29 emplois !**

Ce sujet a déjà été dénoncé lors de la visite du DG le 15 décembre à Toulouse. Ce dernier devait réexaminer le volume des suppressions d'emplois au regard des autres directions de même dimension ; hélas le DRFiP relaie la réponse de la DG : aucun changement pour le 31 !!! Nous reviendrons sur ce hold-up dans une analyse de la déclinaison des suppressions d'emplois par service (CSAL convoqué le 09/01/2024 et documents à venir).

SIE (Service Impôts Entreprise) et antenne d'Agen :



Solidaires Finances Publiques 31 a évoqué la situation depuis la création de l'antenne d'Agen avec une perte de sens au travail ainsi qu'un morcellement des tâches. Cette antenne qui devait à l'origine, « soulager » les SIE de plusieurs missions dites « basiques » (gestion des Avisir, défaillances) provoque au contraire une surcharge de travail pour tous : anomalies à retraiter, traitement disparate de listes selon les SIE, ... A noter en marge : cette antenne d'Agen n'est toujours pas installée dans ses locaux définitifs et la DG cherche toujours le profil particulier d'un chef de service adapté à cette structure. En réponse à ces problématiques, le DRFiP répond que les travaux d'installation devraient être terminés au début de l'été 2024 et que le prochain mouvement d'IDIV devrait permettre d'enfin trouver la perle rare. *Il s'étonne que ce poste d'IDIV à AGEN ne soit pas attractif, sic !!!* Il confirme également que la montée en

puissance de cette structure reste à venir et souhaite mettre en place des GT (Groupe de Travail) pour retrouver du sens au travail dans les SIE. Nous avons rappelé l'enjeu du rôle des cadres et adjoint-e-s, et leur charge de travail.

Restructuration – Périmètre SPF (Service de Publicité Foncière) et SIE :

Comme pour toutes les restructurations, *Solidaires Finances Publiques* a demandé la publication du périmètre pour les agents concernés. Nous avons reçu le périmètre dans le cadre du transfert de la mission hospitalière du SGC de Saint-Gaudens et avons demandé d'urgence la transmission de ceux concernant le SPF de Toulouse et les SIE dans le cadre de la dé-métropolisation. En effet ces périmètres induisent le droit à des garanties et priorités, tant dans le cadre du mouvement national que local. La transparence est dès lors nécessaire. La Direction fournira rapidement ces documents aux agent-e-s avec information sur les modalités (nationales dans un premier temps) sur les mouvements mais aussi sur les sujets d'accompagnement indemnitaire.

Création du PRIE (Pôle Régional de l'Immobilier de l'État) :

La DGFIP a décidé de généraliser l'expérimentation dans toutes les DRFiP, à compter du 1^{er} septembre 2024, d'une création de PRIE regroupant les anciens services PGD (Pôle de Gestion Domaniale), SLDR (Service Local des Domaines Régional), MRPIE (Mission Régionales de la Politique Immobilière de l'État),

Ce nouveau service implique pour les agents actuellement en poste dans ces structures de déposer une demande de mutation nationale. Le DRFiP précise qu'il s'agit d'une simple demande de régularisation pour intégrer le PRIE et qu'ils garderont leur implantation actuelle. « *ceux qui y sont, y sont !* »

Toutefois, si ces collègues souhaitent quitter le PRIE, ils pourront effectuer une simple mutation locale (sans passer par le mouvement national) ; la DG précise cependant que cette priorité ne serait valable que pour les 5 années suivantes ... à suivre, en particulier sur le flou national à ce stade du positionnement de ce service : à compétence nationale spécifique, rattaché à la DRFiP 31 ?

Centre de Gestion Financière (CGF) DREAL – Bloc 2 :

Après la création de la méga-structure inter galactique locale (division Dépenses/Comptabilité) au 1^{er} janvier 2024, le DRFiP confirme le déploiement du nouveau CGF DREAL (Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement) au 1^{er} mai 2024 avec l'arrivée de 23 collègues de la DREAL (en position de mise à disposition pour la première année) et 8 agents du SFACT. Le transfert de ces emplois ne sera effectif qu'au titre de l'année 2025.

Cette implantation place Occitane sera accompagnée par une étude des ergonomes de Bercy, tant sur les problématiques immobilières que sur l'organisation du travail.

Ce service grossira encore la taille de la Division Dépenses/Comptabilité à laquelle il sera intégré. Nous sommes revenus sur notre incompréhension déjà exprimée de cette création dans un calendrier métier particulièrement dense sur ces deux Divisions. Surtout nous avons relayé la nécessité de visibilité de la chaîne hiérarchique dans les positionnements, et l'impact de ce rôle pour les agent-e-s.

GMBI (Gérer Mes Biens Immobiliers) :

Nous avons dénoncé l'augmentation massive du nombre de contentieux dans les services (par exemple + 278 % pour la Taxe sur les Logements Vacants du SIP de Colomiers). Le DRFiP ne conteste pas nos chiffres mais précise que la situation nationale est moins dense que celle de notre département. Concernant la fameuse « prime GMBI », il nous annonce que certains agents du CDIF n'ont pas perçu cette prime pour décembre 2023. La DG doit rétablir cet oubli le plus rapidement possible ...



Sécurité et Immobilier : Contrairement aux promesses faites au mois de septembre 2023, la présentation aux agent-e-s des projets immobiliers des sites toulousains n'a pas été effectuée partout... Le DRFiP demandera courant janvier aux chefs de services d'informer l'ensemble des agents des projets en cours, avec des temps dédiés à des échanges collectifs dans les services. Une réunion d'information des organisations syndicales est prévue le 11 janvier 2024. Cette réunion sera l'occasion de (la promesse avait été faite pour décembre !) de présenter la localisation des services concernés, les divers calendriers mais aussi des actualisations des plans.

Évaluations : *Solidaires Finances Publiques* demande qu'une réunion collective se tienne en amont du lancement de la campagne d'entretiens individuels, pour présenter les objectifs communs au service et les enjeux du collectif de travail. Nous souhaitons de plus que le projet du CREP (Compte Rendu d'Évaluation Professionnelle) soit communiqué préalablement à l'entretien. Nous avons également rappelé le sujet de l'évaluation des cadres A, avec le « parcours managérial » et la nécessité de respecter et harmoniser ces items.



Ponts naturels : Le DRFiP campe sur ses positions ; à savoir, aucun pont naturel en 2024, ni le 10 mai, ni le 16 août !!! Mais indique toutefois que des consignes seront données pour que les demandes de congés du 16 août soient toutes acceptées. Selon ce principe vous pouvez toutes et tous préparer vos congés prévisionnels et, si tout le monde pose ce jour là, le DRFiP n'aura plus qu'à fermer les services...

Toute l'équipe locale de Solidaires Finances Publiques 31 vous souhaite le meilleur pour cette pause de fin d'année : concentrez-vous sur l'essentiel et prenez soin de vous et de vos proches.... Pour revenir en pleine forme début 2024 où les rendez-vous collectifs ne manqueront pas....